



## Conseil d'administration

325<sup>e</sup> session, Genève, 29 octobre-12 novembre 2015

GB.325/INF/2

### POUR INFORMATION

## Colloques, séminaires, ateliers et réunions analogues approuvés <sup>1</sup>

### Table des matières

|                                                                                                                                                                                                          | <i>Page</i> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Propositions approuvées entre juin et octobre 2015.....                                                                                                                                                  | 1           |
| Gestion des connaissances .....                                                                                                                                                                          | 1           |
| I/1. Statistiques sur les migrations internationales de main-d'œuvre:<br>première réunion du groupe de travail.....                                                                                      | 1           |
| I/2. Atelier de renforcement des capacités sur les statistiques du travail,<br>le temps de travail, l'informalité et les statistiques salariales.....                                                    | 2           |
| I/3. Réunion interrégionale sur la révision de la Classification internationale<br>d'après la situation dans la profession: deuxième réunion du groupe<br>de travail .....                               | 3           |
| Politique de l'emploi .....                                                                                                                                                                              | 4           |
| I/4. Atelier régional sur les apprentissages de qualité et les mesures en faveur de<br>l'acquisition d'une expérience professionnelle en vue de faciliter<br>le passage de l'école à la vie active ..... | 4           |
| I/5. Réunion sous-régionale: examen collégial au sein du Réseau<br>pour l'emploi des jeunes.....                                                                                                         | 5           |
| I/6. Atelier régional de partage des connaissances sur les compétences:<br>anticipation des besoins, inadéquation des qualifications et passage<br>de l'école à la vie active .....                      | 6           |
| I/7. Réunion sous-régionale sur l'éducation et le travail des enfants.....                                                                                                                               | 7           |
| Gouvernance et tripartisme .....                                                                                                                                                                         | 8           |
| I/8. Initiative régionale bipartite sur la liberté syndicale et la négociation<br>collective dans le secteur public .....                                                                                | 8           |
| I/9. Conférence régionale sur la formalisation de l'économie informelle.....                                                                                                                             | 9           |

<sup>1</sup> Tous les représentants des employeurs et des travailleurs invités aux réunions mentionnées dans ce document seront désignés conformément à la pratique établie.

|                                                                                                                                                                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I/10. Conférence commune OIT/AICESIS sur la promotion de la conformité des lieux de travail et de la coopération à l'aide du dialogue social, notamment dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ..... | 9  |
| I/11. Atelier sous-régional sur les accords de partenariat entre l'OIT et les ENAM-ENA.....                                                                                                                  | 11 |
| I/12. Atelier sous-régional sur la ratification et l'application du protocole de l'OIT (2014) sur le travail forcé.....                                                                                      | 11 |
| I/13. Réunion sous-régionale sur l'inspection du travail dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale .....                                                                                           | 12 |
| I/14. Réunion sous-régionale en vue de l'élaboration d'un plan d'action sur le travail des enfants et les migrations dans les pays du «triangle nord» et au Nicaragua.....                                   | 13 |
| I/15. Réunion régionale: table ronde sur l'élimination du travail des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes .....                                                                                  | 14 |
| I/16. Première réunion conjointe de la Confédération des employeurs de l'ASEAN (ACE) et du Conseil des syndicats de l'ASEAN (ATUC).....                                                                      | 15 |
| Conditions de travail et égalité.....                                                                                                                                                                        | 15 |
| I/17. Huitième forum de l'ASEAN sur les travailleurs migrants.....                                                                                                                                           | 15 |
| I/18. Réunion régionale de validation du manuel d'indicateurs permettant de mesurer l'impact des politiques relatives aux migrations de main-d'œuvre dans les pays membres de l'ASEAN.....                   | 16 |
| I/19. Réunion sous-régionale: analyse de situation sur l'intégration du handicap dans l'emploi .....                                                                                                         | 17 |
| I/20. Atelier régional sur le salaire minimum et la négociation collective dans les pays d'Asie producteurs de vêtements.....                                                                                | 18 |
| I/21. Les migrations de main-d'œuvre en Amérique latine et aux Caraïbes.....                                                                                                                                 | 19 |
| Activités sectorielles .....                                                                                                                                                                                 | 20 |
| I/22. Réunion interrégionale sur le travail forcé et la traite des personnes dans les pêcheries de l'Atlantique .....                                                                                        | 20 |
| Activités pour les employeurs.....                                                                                                                                                                           | 22 |
| I/23. Réunion sous-régionale sur le renforcement de la capacité des organisations d'employeurs à suivre et évaluer l'influence qu'elles exercent sur les politiques.....                                     | 22 |
| I/24. Colloque des employeurs sur les chaînes d'approvisionnement mondiales: Contribuer au développement et améliorer les conditions de travail.....                                                         | 22 |
| Activités pour les travailleurs.....                                                                                                                                                                         | 23 |
| I/25. Conférence régionale sur la négociation collective et les clauses relatives à l'égalité.....                                                                                                           | 23 |
| I/26. Séminaire régional sur l'unité syndicale en Afrique: défis, perspectives et pistes pour l'avenir .....                                                                                                 | 24 |
| I/27. Atelier régional sur l'organisation des travailleurs domestiques.....                                                                                                                                  | 25 |
| I/28. Atelier régional pour un aperçu du cadre législatif et réglementaire applicable à la liberté syndicale et à la négociation collective .....                                                            | 25 |
| I/29. Réunion sous-régionale sur le renforcement de la capacité des organisations de travailleurs à promouvoir la protection de la maternité et l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale ..... | 26 |
| I/30. Normes internationales du travail, droits syndicaux, non-discrimination et égalité des chances.....                                                                                                    | 27 |

---

|                                                                                                                                        |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I/31. Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle:<br>le rôle des syndicats.....                                      | 28 |
| I/32. Séminaire syndical régional sur l'amélioration de la productivité<br>aux fins du travail décent et du développement durable..... | 29 |
| I/33. Séminaire BIT/ACTRAV-ACFTU sur les pratiques de négociation<br>collective, notamment sur la négociation sectorielle.....         | 30 |
| Calendrier des colloques, séminaires, ateliers et réunions analogues approuvés .....                                                   | 31 |



## Propositions approuvées entre juin et octobre 2015

### Gestion des connaissances

#### ***I/1. Statistiques sur les migrations internationales de main-d'œuvre: première réunion du groupe de travail***

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                     | 20-22 octobre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Lieu:                              | Istanbul, Turquie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Financement:                       | Budget ordinaire de l'OIT (100 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Couverture géographique:           | Afrique du Sud, Allemagne, Brésil, Canada, République de Corée, Etats-Unis, Inde, Italie, Mexique, République de Moldova, Philippines, Fédération de Russie, Tunisie, Turquie et Ukraine                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Composition:                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| a) représentants gouvernementaux:  | 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| b) représentants des employeurs:   | 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| c) représentants des travailleurs: | 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Objectifs de la réunion:           | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) proposer des orientations en ce qui concerne les normes, concepts et définitions en vigueur au niveau international;</li> <li>ii) permettre un échange d'expériences entre les institutions qui collectent les données et entre les pays;</li> <li>iii) présenter un rapport qui sera examiné et révisé en vue d'une présentation éventuelle à la réunion tripartite d'experts qui se tiendra en 2017 ainsi qu'à la 20<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (octobre 2018).</li> </ul> |
| Expert invité:                     | Un expert, auteur/présentateur du document de travail                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Observateurs:                      | <p>Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)</p> <p>Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>Organisation internationale pour les migrations (OIM)</p> <p>EUROSTAT</p> <p>Comité de statistique de la Communauté d'Etats indépendants (CIS-STAT)</p> <p>Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)</p>                                                                                                                                                                                     |

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                   | Division de la population des Nations Unies                                                                                                                                                                                              |
|                                                                   | Commission européenne, Migration et affaires intérieures                                                                                                                                                                                 |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; et convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011 |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                  |

***I/2. Atelier de renforcement des capacités sur les statistiques du travail, le temps de travail, l'informalité et les statistiques salariales***

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                     | 6-9 octobre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Lieu:                              | Johannesburg, Afrique du Sud                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Financement:                       | Budget ordinaire de l'OIT (97 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Couverture géographique:           | Afrique du Sud, Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Composition:                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| a) représentants des employeurs:   | 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| b) représentants des travailleurs: | 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Objectifs de l'atelier:            | <ul style="list-style-type: none"><li>i) mieux faire comprendre et partager les meilleures pratiques relatives au cadre de mesure du travail décent, notamment les indicateurs permettant de suivre l'évolution du travail décent, conformément aux objectifs fixés en la matière;</li><li>ii) renforcer les capacités en matière de statistiques du travail, en mettant l'accent sur la résolution de la 19<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre; recenser les difficultés et définir les mesures à prendre pour assurer l'application de cette résolution dans le cadre de l'enquête sur la population active;</li><li>iii) renforcer les capacités aux fins d'intégration de l'égalité entre hommes et femmes dans les statistiques du travail;</li><li>iv) mieux faire comprendre les notions fondamentales et les principaux indicateurs en matière de statistiques salariales, de temps de travail et d'informalité.</li></ul> |

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Experts invités:                                                  | Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)<br>Conseil de coordination syndicale d'Afrique australe (SATUCC)<br>Forum sur le secteur privé de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) |
| Observateurs:                                                     | Banque africaine de développement                                                                                                                                                                                      |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Résolutions de la 19 <sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail                                                                                                                               |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                |

***I/3. Réunion interrégionale sur la révision de la Classification internationale d'après la situation dans la profession: deuxième réunion du groupe de travail***

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                     | 2-4 décembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Lieu:                              | Genève, Suisse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Financement:                       | Budget ordinaire de l'OIT (15 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Couverture géographique:           | Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Brésil, Cameroun, Chili, Chine, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Inde, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, Royaume-Uni, Suisse et Tunisie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Composition:                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| a) représentants gouvernementaux:  | 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| b) représentants des employeurs:   | 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| c) représentants des travailleurs: | 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Objectifs de la réunion:           | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) examiner des propositions, sur la base des conclusions de la première réunion (mai 2015), portant notamment sur le cadre conceptuel pour les statistiques sur les relations de travail; le traitement statistique des groupes qui se situent à la limite entre emploi rémunéré et emploi indépendant; l'identification statistique des travailleurs domestiques et des travailleurs occupant une forme atypique ou traditionnelle d'emploi rémunéré;</li> <li>ii) participer à l'élaboration d'un projet de résolution qui sera examiné dans le cadre de la 20<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail.</li> </ul> |
| Observateurs:                      | AFRISTAT <sup>2</sup><br>Comité de statistique de la Communauté d'Etats indépendants (CISSTAT)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

<sup>2</sup> Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne.

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                   | Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                   | EUROSTAT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                   | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                   | Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|                                                                   | Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|                                                                   | Les femmes et l'emploi dans le secteur informel: Mondialisation et organisation (WIEGO)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964; convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981; convention (n° 158) sur le licenciement, 1982; convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985; convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997; convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000; convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011; recommandation (n° 170) sur les statistiques du travail, 1985; recommandation (n° 182) sur le travail à temps partiel, 1994; recommandation (n° 188) sur les agences d'emploi privées, 1997; recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006; recommandation (n° 201) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011; et recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012 |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

## Politique de l'emploi

### ***I/4. Atelier régional sur les apprentissages de qualité et les mesures en faveur de l'acquisition d'une expérience professionnelle en vue de faciliter le passage de l'école à la vie active***

|                                   |                                                  |
|-----------------------------------|--------------------------------------------------|
| Date proposée:                    | 6-7 octobre 2015                                 |
| Lieu:                             | Phnom Penh, Cambodge                             |
| Financement:                      | Budget ordinaire de l'OIT (50 000 dollars E.-U.) |
| Couverture géographique:          | Cambodge, Chine, Fidji, Indonésie et Pakistan    |
| Composition:                      |                                                  |
| a) représentants gouvernementaux: | 5                                                |

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| b) représentants des employeurs:                                  | 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| c) représentants des travailleurs:                                | 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Objectifs de l'atelier:                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) mieux faire comprendre les conditions préalables nécessaires pour des apprentissages de qualité et les mesures en faveur de l'acquisition d'une expérience professionnelle;</li> <li>ii) partager les expériences sur les formules les plus satisfaisantes en ce qui concerne les apprentissages de qualité et les mesures en faveur de l'acquisition d'une expérience professionnelle;</li> <li>iii) recenser les éléments clés d'une bonne pratique pour la conception et la mise en œuvre d'apprentissages de qualité et de mesures en faveur de l'acquisition d'une expérience professionnelle.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | <p>Trois experts d'autres régions</p> <p>Un consultant international</p> <p>Un conciliateur</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Observateurs:                                                     | <p>Confédération syndicale internationale, Asie-Pacifique (CSI-Asie-Pacifique)</p> <p>Confédération des employeurs d'Asie et du Pacifique (CAPE)</p> <p>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</p> <p>Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)</p> <p>Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)</p> <p>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</p>                                                                                                                                                                                                                          |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004; et rapport de la Commission de l'emploi des jeunes, 101 <sup>e</sup> session de la CIT (2012)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### ***I/5. Réunion sous-régionale: examen collégial au sein du Réseau pour l'emploi des jeunes***

|                          |                                                                                                                         |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:           | 12-16 octobre 2015                                                                                                      |
| Lieu:                    | Sotchi, Fédération de Russie                                                                                            |
| Financement:             | Lukoil (59 200 dollars E.-U.)                                                                                           |
| Couverture géographique: | Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Fédération de Russie, Tadjikistan et Turkménistan |

Composition:

a) représentants gouvernementaux: 21

b) représentants des employeurs: 9

c) représentants des travailleurs: 9

Objectifs de la réunion:

- i) renforcer les connaissances sur la collecte, l'analyse, le suivi et l'évaluation des données sur le marché du travail;
- ii) échanger des informations sur les outils programmatiques et stratégiques en vue de l'élaboration d'un guide pratique sur les examens collégiaux;
- iii) renforcer la coopération bilatérale entre les pays confrontés à des difficultés similaires dans le domaine de l'emploi des jeunes.

Expert invité: Un expert international

Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948; convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964; convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975; convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983; convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988; convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997; recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004; recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006; et conventions fondamentales de l'OIT<sup>3</sup>

Langues de travail: Anglais et russe

***II/6. Atelier régional de partage des connaissances sur les compétences: anticipation des besoins, inadéquation des qualifications et passage de l'école à la vie active***

Date proposée: 21-23 octobre 2015

Lieu: Livingstone, Zambie

Financement: Mastercard Foundation (80 000 dollars E.-U.)

<sup>3</sup> Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930; convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; et convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Couverture géographique:                                          | Afrique du Sud, Bénin, Congo, Libéria, Madagascar, Malawi, Ouganda, Sierra Leone, Togo et Zambie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| a) représentants gouvernementaux:                                 | 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| b) représentants des employeurs:                                  | 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| c) représentants des travailleurs:                                | 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Objectifs de l'atelier:                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) faire mieux comprendre les liens entre l'inadéquation des compétences et l'emploi des jeunes;</li> <li>ii) sensibiliser aux mesures d'intervention publique et aux mécanismes institutionnels permettant de réduire de façon systématique l'inadéquation des compétences, d'assurer une formation aux jeunes par le biais de partenariats public/privé et de faciliter le passage de l'école à la vie active;</li> <li>iii) examiner des propositions concrètes et élaborer un plan d'action visant à mieux mettre en adéquation l'offre et la demande de main-d'œuvre.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | <p>Un conciliateur</p> <p>Des experts régionaux des politiques de formation et des politiques de l'emploi</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948; convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964; et convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Langues de travail:                                               | Anglais et français                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

## ***II/7. Réunion sous-régionale sur l'éducation et le travail des enfants***

|                                    |                                                                              |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                     | 3-4 novembre 2015                                                            |
| Lieu:                              | Buenos Aires, Argentine                                                      |
| Financement:                       | Gouvernement du Brésil (32 000 dollars E.-U.)                                |
| Couverture géographique:           | Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela |
| Composition:                       |                                                                              |
| a) représentants gouvernementaux:  | 10                                                                           |
| b) représentants des employeurs:   | 5                                                                            |
| c) représentants des travailleurs: | 5                                                                            |

|                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif de la réunion:                        | Promouvoir l'échange d'expériences sur l'évolution des politiques publiques des pays membres du MERCOSUR destinées à protéger l'éducation et à permettre aux travailleurs adolescents d'aspirer à une carrière sous le signe du travail décent, par l'établissement de passerelles entre l'école et le monde du travail. |
| Normes internationales du travail pertinentes: | Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999; recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973; et recommandation (n° 190) sur les pires formes de travail des enfants, 1999                                                                        |
| Langues de travail:                            | Anglais et portugais                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

## Gouvernance et tripartisme

### ***I/8. Initiative régionale bipartite sur la liberté syndicale et la négociation collective dans le secteur public***

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 14-15 septembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Lieu:                                                             | Buenos Aires, Argentine                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Financement:                                                      | Budget ordinaire de l'OIT (40 000 dollars E.-U.)<br><br>Centre international de formation de Turin (10 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                   |
| Couverture géographique:                                          | Argentine, Brésil, Chili, Colombie, République dominicaine, Paraguay et Uruguay                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| a) représentants gouvernementaux:                                 | 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| b) représentants des travailleurs:                                | 18                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Objectifs de la réunion:                                          | i) créer un forum de discussion bipartite entre les gouvernements et les syndicats;<br><br>ii) établir une feuille de route pour promouvoir la ratification et l'application des conventions n <sup>os</sup> 151 et 154;<br><br>iii) échanger les expériences et les bonnes pratiques concernant le dialogue social dans le secteur public. |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978; et convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981                                                                                                                                                                                                |
| Langue de travail:                                                | Espagnol                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### **I/9. Conférence régionale sur la formalisation de l'économie informelle**

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 15-16 septembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Lieu:                                                             | Budva, Monténégro                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Financement:                                                      | Budget ordinaire de l'OIT (33 800 dollars E.-U.)<br>CTBO (55 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Couverture géographique:                                          | Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce, Kazakhstan, République de Moldova, Monténégro, Portugal, Roumanie, Fédération de Russie, Serbie, Tadjikistan, Turquie et Ukraine                                                                                                                                                                                                                                             |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| a) représentants gouvernementaux:                                 | 16                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| b) représentants des employeurs:                                  | 16                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| c) représentants des travailleurs:                                | 16                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Objectifs de la conférence:                                       | i) promouvoir la recommandation n° 204, adoptée par la CIT à sa 104 <sup>e</sup> session (2015);<br>ii) permettre aux mandants de la région d'échanger des connaissances sur les méthodes et les instruments relatifs à la formalisation de l'économie informelle;<br>iii) promouvoir le dialogue tripartite en vue de l'élaboration de programmes nationaux sur la formalisation de l'économie informelle et définir les priorités aux niveaux régional et sous-régional. |
| Experts invités:                                                  | Deux experts                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Observateurs:                                                     | Des organismes des Nations Unies présents au Monténégro                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Langues de travail:                                               | Anglais, russe et serbo-croate                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

### **I/10. Conférence commune OIT/AICESIS<sup>4</sup> sur la promotion de la conformité des lieux de travail et de la coopération à l'aide du dialogue social, notamment dans les chaînes d'approvisionnement mondiales**

|                |                    |
|----------------|--------------------|
| Date proposée: | 29-30 octobre 2015 |
| Lieu:          | La Haye, Pays-Bas  |

<sup>4</sup> Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires.

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Financement:                                                      | Conseil économique et social des Pays-Bas<br>(33 500 dollars E.-U.)<br><br>AICESIS (5 000 dollars E.-U.)<br><br>Budget ordinaire de l'OIT (100 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Composition:                                                      | Les conseils économiques et sociaux et autres institutions similaires de plus de 70 pays                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Objectifs de la conférence:                                       | i) partager l'expérience acquise et les bonnes pratiques en ce qui concerne le rôle des institutions de dialogue social, telles que les conseils économiques et sociaux, dans l'élaboration de stratégies nationales visant à promouvoir et à assurer la conformité des lieux de travail, notamment dans les chaînes d'approvisionnement mondiales;<br><br>ii) sensibiliser les conseils économiques et sociaux et les institutions de dialogue social similaires à des questions telles que la conformité des lieux de travail et la compétitivité et renforcer leur capacité d'engager avec les acteurs concernés, notamment les partenaires sociaux, des débats fructueux à ce sujet. |
| Experts invités:                                                  | Organisation internationale des employeurs (OIE)<br><br>Confédération syndicale internationale (CSI)<br><br>AICESIS<br><br>Conseil économique et social des Pays-Bas<br><br>Commission européenne<br><br>Banque mondiale<br><br>Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Observateur:                                                      | Conseil économique et social des Pays-Bas                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976; recommandation (n° 113) sur la consultation aux échelons industriel et national, 1960; résolution concernant le tripartisme et le dialogue social de 2002; et Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale                                                                                                                                                                                                                            |
| Langues de travail:                                               | Anglais, français et espagnol                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**I/11. Atelier sous-régional sur les accords de partenariat entre l'OIT et les ENAM<sup>5</sup>-ENA<sup>6</sup>**

|                                                                   |                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 16-20 novembre 2015                                                                                                                                                 |
| Lieu:                                                             | Cotonou, Bénin                                                                                                                                                      |
| Financement:                                                      | Gouvernement de la France (88 000 dollars E.-U.)                                                                                                                    |
| Couverture géographique:                                          | Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal et Togo                                                                       |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                     |
| a) représentants gouvernementaux:                                 | 20                                                                                                                                                                  |
| b) représentants des employeurs:                                  | 1                                                                                                                                                                   |
| c) représentants des travailleurs:                                | 1                                                                                                                                                                   |
| Objectif de l'atelier:                                            | Promouvoir la conclusion d'accords de partenariats entre l'OIT et les ENAM-ENA.                                                                                     |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947; convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978; et conventions fondamentales de l'OIT <sup>7</sup> |
| Langue de travail:                                                | Français                                                                                                                                                            |

**I/12. Atelier sous-régional sur la ratification et l'application du protocole de l'OIT (2014) sur le travail forcé**

|                          |                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:           | 17-18 novembre 2015                                                                                                                                                                                   |
| Lieu:                    | Lusaka, Zambie                                                                                                                                                                                        |
| Financement:             | Budget ordinaire de l'OIT (80 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                      |
| Couverture géographique: | Afrique du Sud, Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe |

<sup>5</sup> Ecole nationale d'administration et de magistrature.

<sup>6</sup> Ecole nationale d'administration.

<sup>7</sup> Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930; convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; et convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

## Composition:

- a) représentants gouvernementaux: 15
- b) représentants des employeurs: 15
- c) représentants des travailleurs: 15

## Objectifs de l'atelier:

- i) attirer l'attention sur les formes contemporaines de l'esclavage et promouvoir la ratification du protocole;
- ii) renforcer la capacité de la SADC<sup>8</sup> à évaluer l'ampleur du phénomène et à en rendre compte;
- iii) instituer un espace d'échange pour le partage des connaissances et des bonnes pratiques, notamment des réponses innovantes.

## Observateurs:

CIS-Afrique

Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA)

Business Africa

## Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents:

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et protocole y relatif, 2014; convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; et convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

## Langues de travail:

Anglais et français

### ***I/13. Réunion sous-régionale sur l'inspection du travail dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale***

## Date proposée:

25-27 novembre 2015

## Lieu:

Sotchi, Fédération de Russie

## Financement:

Budget ordinaire de l'OIT (64 000 dollars E.-U.)

Gouvernement de la Finlande (15 500 dollars E.-U.)

## Couverture géographique:

Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Fédération de Russie et Tadjikistan

## Composition:

- a) représentants gouvernementaux: 16
- b) représentants des employeurs: 8
- c) représentants des travailleurs: 8

<sup>8</sup> Communauté de développement de l'Afrique australe.

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs de la réunion:                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) échanger des connaissances sur les méthodes et les instruments relatifs à l'amélioration de la conformité des lieux de travail grâce à des services d'inspection du travail performants et efficaces, y compris les enseignements tirés de la mise en œuvre des projets actuels de l'OIT;</li> <li>ii) mieux faire connaître la législation sur l'inspection du travail et partager les bonnes pratiques sur la manière dont les interventions de l'inspection du travail peuvent contribuer à une croissance à long terme;</li> <li>iii) promouvoir le dialogue tripartite en vue de la mise au point de programmes nationaux sur l'administration et l'inspection du travail.</li> </ul> |
| Expert invité:                                                    | Un représentant de l'Association régionale des inspecteurs du travail                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947; convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969; convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978; et convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Langues de travail:                                               | Anglais et russe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

***I/14. Réunion sous-régionale en vue de l'élaboration d'un plan d'action sur le travail des enfants et les migrations dans les pays du «triangle nord» et au Nicaragua***

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                     | 25-27 novembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Lieu:                              | San José, Costa Rica                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Financement:                       | Budget ordinaire de l'OIT (21 800 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                   |
| Couverture géographique:           | El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua                                                                                                                                                                                                                                      |
| Composition:                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| a) représentants gouvernementaux:  | 4                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| b) représentants des employeurs:   | 4                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| c) représentants des travailleurs: | 4                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Objectif de la réunion:            | Formuler un plan d'action pour la protection des travailleurs migrants enfants et adolescents en tenant compte des facteurs d'accélération recensés dans le cadre de l'initiative régionale pour un recul effectif du travail des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes. |
| Experts invités:                   | Un consultant sur le travail des enfants<br>Un expert régional                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999; recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973; et recommandation (n° 190) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 |
| Langue de travail:                                                | Espagnol                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

***I/15. Réunion régionale: table ronde sur l'élimination du travail des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes***

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 30 novembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Lieu:                                                             | Lima, Pérou                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Financement:                                                      | Budget ordinaire de l'OIT (85 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Couverture géographique:                                          | Brésil, Colombie, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Paraguay et Pérou                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| a) représentants gouvernementaux:                                 | 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| b) représentants des employeurs:                                  | 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| c) représentants des travailleurs:                                | 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Objectifs de la réunion:                                          | <p>i) mobiliser des ressources financières auprès de la communauté internationale pour mettre en œuvre la stratégie prévoyant la fourniture d'une assistance technique de l'OIT dans le cadre du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030;</p> <p>ii) mettre en évidence les progrès accomplis en Amérique latine et dans les Caraïbes pour ce qui est de la réduction effective du travail des enfants, en particulier sous ses pires formes, progrès auxquels la coopération technique pour le développement a contribué de façon décisive.</p> |
| Experts invités:                                                  | <p>19 spécialistes de la coopération internationale et du développement</p> <p>Un expert international pour les questions liées à la pauvreté, au développement et à l'économie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999; recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973; et recommandation (n° 190) sur les pires formes de travail des enfants, 1999                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Langues de travail:                                               | Anglais, français, espagnol et portugais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**I/16. Première réunion conjointe de la Confédération des employeurs de l'ASEAN<sup>9</sup> (ACE) et du Conseil des syndicats de l'ASEAN (ATUC)**

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 19-20 janvier 2016                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Lieu:                                                             | Bangkok, Thaïlande                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Financement:                                                      | Gouvernement du Canada (22 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Couverture géographique:                                          | Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam                                                                                                                                                                                                                                     |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| a) représentants des employeurs:                                  | 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| b) représentants des travailleurs:                                | 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Objectifs de la réunion:                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) mieux faire comprendre aux membres de l'ACE et de l'ATUC le plan de travail et les priorités de leur organisation dans le domaine des migrations de main-d'œuvre;</li> <li>ii) définir des priorités et des positions communes;</li> <li>iii) renforcer les capacités dans le domaine du recrutement de travailleurs migrants.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | Deux experts régionaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; normes de l'OIT et principes et droits fondamentaux au travail; et Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre                                                                                        |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**Conditions de travail et égalité**

**I/17. Huitième forum de l'ASEAN sur les travailleurs migrants**

|                          |                                                                                                                                                 |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:           | 26-27 octobre 2015                                                                                                                              |
| Lieu:                    | Kuala Lumpur, Malaisie                                                                                                                          |
| Financement:             | Gouvernement du Canada (46 000 dollars E.-U.)                                                                                                   |
| Couverture géographique: | Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam |

<sup>9</sup> Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Composition:

- a) représentants gouvernementaux: 20
- b) représentants des employeurs: 10
- c) représentants des travailleurs: 10

Objectifs du forum:

- i) échanger des informations sur les expériences vécues, les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques pour ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations des précédentes sessions du Forum de l'ASEAN sur les travailleurs migrants;
- ii) partager les expériences et les bonnes pratiques sur la sécurité et la santé au travail et sur l'inspection du travail, en vue de promouvoir des conditions de travail décentes pour les travailleurs migrants;
- iii) formuler des recommandations qui seront examinées dans le cadre de la huitième réunion du Comité de l'ASEAN sur les travailleurs migrants.

Observateurs:

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)  
Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
ONU Femmes  
Groupe de travail de l'ASEAN sur les travailleurs migrants  
Dix représentants d'organisations de la société civile

Normes internationales du travail  
et/ou autres textes pertinents:

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947; convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981; convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981; et cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre

Langue de travail:

Anglais

***I/18. Réunion régionale de validation du manuel d'indicateurs permettant de mesurer l'impact des politiques relatives aux migrations de main-d'œuvre dans les pays membres de l'ASEAN***

Date proposée:

10-11 novembre 2015

Lieu:

Bangkok, Thaïlande

Financement:

Gouvernement du Canada (40 000 dollars E.-U.)

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Couverture géographique:                                          | Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| a) représentants gouvernementaux:                                 | 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| b) représentants des employeurs:                                  | 11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| c) représentants des travailleurs:                                | 11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Objectifs de la réunion:                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) examiner les principales conclusions des études sur l'impact des politiques relatives aux migrations de main-d'œuvre dans les pays membres de l'ASEAN et rassembler des informations pour le manuel d'indicateurs permettant de mesurer l'impact de ces politiques dans les pays membres de l'ASEAN;</li> <li>ii) formuler des recommandations sur la manière d'utiliser ce manuel pour évaluer l'impact des politiques et des programmes relatifs aux migrations de main-d'œuvre dans les pays de l'ASEAN;</li> <li>iii) recommander aux pays de l'ASEAN de collaborer à la conception et à l'élaboration d'indicateurs d'efficacité des politiques fondés sur des données factuelles.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | Deux chercheurs et deux spécialistes des migrations<br>Deux experts régionaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Observateur:                                                      | Groupe de travail sur les travailleurs migrants de l'ASEAN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; et Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

***I/19. Réunion sous-régionale: analyse de situation sur l'intégration du handicap dans l'emploi***

|                          |                                                                                                                     |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:           | 19-20 novembre 2015                                                                                                 |
| Lieu:                    | Bichkek, Kirghizistan                                                                                               |
| Financement:             | Gouvernement de la Finlande (14 800 dollars E.-U.)<br>Gouvernement de la Fédération de Russie (7 400 dollars E.-U.) |
| Couverture géographique: | Kirghizistan et Tadjikistan                                                                                         |

Composition:

a) représentants gouvernementaux: 8

b) représentants des employeurs: 4

c) représentants des travailleurs: 4

Objectifs de la réunion:

- i) présenter une analyse de situation sur l'intégration du handicap au Kirghizistan et au Tadjikistan, examiner les recommandations et échanger des points de vue sur les priorités stratégiques en matière de mise en œuvre;
- ii) partager les bonnes pratiques sur l'intégration du handicap suivies en Arménie, en Fédération de Russie et en Finlande;
- iii) intégrer le point de vue des partenaires sociaux dans les recommandations.

Experts invités:

Quatre représentants d'organisations des pays participants

Représentants des gouvernements de l'Arménie et de la Fédération de Russie

Observateur:

Gouvernement de la Finlande

Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents:

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930; convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964; convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970; convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975; convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983; et recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012

Langues de travail:

Anglais et russe

## ***I/20. Atelier régional sur le salaire minimum et la négociation collective dans les pays d'Asie producteurs de vêtements***

Date proposée: 23-24 novembre 2015

Lieu: Bangkok, Thaïlande

Financement: Gouvernement de l'Allemagne (45 000 dollars E.-U.)

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Couverture géographique:                                          | Bangladesh, Cambodge, Chine, Indonésie, Myanmar, Pakistan et Viet Nam                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| a) représentants gouvernementaux:                                 | 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| b) représentants des employeurs:                                  | 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| c) représentants des travailleurs:                                | 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Objectifs de l'atelier:                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) échanger les résultats des études sur les salaires et les conditions de travail dans les pays d'Asie producteurs de vêtements;</li> <li>ii) échanger des informations comparatives sur les dispositifs et institutions de fixation du salaire minimum, sur les niveaux du salaire minimum, sur les modalités d'aménagement du temps de travail et sur la productivité dans divers pays d'Asie producteurs de vêtements;</li> <li>iii) offrir aux partenaires tripartites un espace de débat qui leur permette de partager leurs expériences en matière d'établissement du salaire minimum et de négociation collective dans le secteur du vêtement.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | <p>Un chercheur et un expert</p> <p>Trois représentants du projet régional</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Observateurs:                                                     | <p>Confédération syndicale internationale (CSI)</p> <p>Organisation internationale des employeurs (OIE)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970; et convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## ***I/21. Les migrations de main-d'œuvre en Amérique latine et aux Caraïbes***

|                          |                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:           | 30 novembre-1 <sup>er</sup> décembre 2015                                                                                                                                                              |
| Lieu:                    | Lima, Pérou                                                                                                                                                                                            |
| Financement:             | Budget ordinaire de l'OIT (150 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                      |
| Couverture géographique: | Argentine, Etat plurinational de Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Guatemala, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou et Trinité-et-Tobago |

## Composition:

- a) représentants gouvernementaux: 32
- b) représentants des employeurs: 16
- c) représentants des travailleurs: 16

## Objectif de la réunion:

Compléter et valider deux documents importants du BIT: une étude sur les évolutions récentes des migrations de main-d'œuvre dans la région et un plan d'action stratégique.

## Experts invités:

Cinq spécialistes des migrations de main-d'œuvre

## Observateurs:

Gouvernements du Canada, de l'Espagne et des Etats-Unis

## Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents:

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; recommandation (n° 86) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; et recommandation (n° 151) sur les travailleurs migrants, 1975

## Langues de travail:

Anglais et espagnol

## Activités sectorielles

### ***I/22. Réunion interrégionale sur le travail forcé et la traite des personnes dans les pêcheries de l'Atlantique***

## Date proposée:

25-26 novembre 2015

## Lieu:

Oslo, Norvège

## Financement:

Gouvernement de la Norvège (89 200 dollars E.-U.)

## Couverture géographique:

Afrique du Sud, Allemagne, Bélarus, Brésil, Cambodge, Canada, République de Corée, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Ghana, Islande, Indonésie, Lettonie, Myanmar, Pays-Bas, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Thaïlande, Ukraine et Uruguay

## Composition:

- a) représentants gouvernementaux: 13
- b) représentants des employeurs: 7
- c) représentants des travailleurs: 7

## Objectif de la réunion:

Examiner les bonnes pratiques et les solutions innovantes susceptibles d'être reproduites dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes à des fins de travail forcé dans les pêcheries.

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Experts invités:                                                  | Un spécialiste du travail forcé et de la traite des personnes dans les pêcheries                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|                                                                   | Un spécialiste des questions d'éthique dans les chaînes d'approvisionnement des pêcheries                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|                                                                   | Un spécialiste de la pêche illégale, clandestine ou non réglementée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Observateurs:                                                     | Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                   | Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                   | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|                                                                   | Organisation internationale pour les migrations (OIM)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|                                                                   | Organisation maritime internationale (OMI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|                                                                   | Commission européenne, Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|                                                                   | Commission européenne, Direction générale de la coopération internationale et du développement (DEVCO)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|                                                                   | Organisation internationale des employeurs (OIE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|                                                                   | Confédération syndicale internationale (CSI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                   | Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|                                                                   | Collectif international d'appui à la pêche artisanale (CIAPA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                   | Association maritime chrétienne internationale (ICMA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|                                                                   | Environmental Justice Foundation (EJF)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Marine Stewardship Council (MSC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|                                                                   | Agence allemande de coopération internationale (GIZ)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                                                                   | Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et protocole y relatif, 2014; convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975; convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007; et recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014 |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**Activités pour les employeurs*****I/23. Réunion sous-régionale sur le renforcement de la capacité des organisations d'employeurs à suivre et évaluer l'influence qu'elles exercent sur les politiques***

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 21-25 septembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Lieu:                                                             | Johannesburg, Afrique du Sud                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Financement:                                                      | Gouvernement de la Suède (22 300 dollars E.-U.)<br>Budget ordinaire de l'OIT (33 900 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Couverture géographique:                                          | Botswana, Malawi, Swaziland et Zambie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Représentants des employeurs:                                     | 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Objectifs de la réunion:                                          | i) doter les organisations d'employeurs des connaissances, des outils et des ressources nécessaires pour suivre et évaluer l'influence qu'elles exercent sur les politiques;<br>ii) fournir à chaque organisation des conseils adaptés sur la gestion de l'impact pour répondre à des besoins spécifiques.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Experts invités:                                                  | Deux chercheurs de l'Overseas Development Institute (ODI) du Royaume-Uni                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964; convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975; recommandation (n° 169) concernant la politique de l'emploi (dispositions complémentaires), 1984; recommandation (n° 189) sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, 1998; recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004; recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006; et Conclusions concernant la promotion des entreprises durables adoptées par la CIT en 2007 |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

***I/24. Colloque des employeurs sur les chaînes d'approvisionnement mondiales: Contribuer au développement et améliorer les conditions de travail***

|                |                                                   |
|----------------|---------------------------------------------------|
| Date proposée: | 8-9 décembre 2015                                 |
| Lieu:          | Bangkok, Thaïlande                                |
| Financement:   | Budget ordinaire de l'OIT (172 500 dollars E.-U.) |

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Couverture géographique:                                          | Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Bangladesh, Brésil, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, République de Corée, Danemark, Etats-Unis, France, Ghana, Inde, Indonésie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Thaïlande et Viet Nam |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Représentants des employeurs:                                     | 90                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Objectif du colloque:                                             | Rassembler les divers acteurs des chaînes d'approvisionnement mondiales pour qu'ils échangent des expériences concrètes, partagent les enseignements tirés et examinent les difficultés récurrentes liées à la gestion des chaînes d'approvisionnement.                                                                                  |
| Experts invités:                                                  | Trois représentants de l'Organisation internationale des employeurs (OIE)<br><br>Un chercheur                                                                                                                                                                                                                                            |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Conventions fondamentales de l'OIT <sup>10</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## Activités pour les travailleurs

### ***I/25. Conférence régionale sur la négociation collective et les clauses relatives à l'égalité***

|                                 |                                                                                                  |
|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                  | 9-11 septembre 2015                                                                              |
| Lieu:                           | Panama, Panama                                                                                   |
| Financement:                    | Budget ordinaire de l'OIT (35 000 dollars E.-U.)<br><br>CSA <sup>11</sup> (65 000 dollars E.-U.) |
| Couverture géographique:        | Argentine, Brésil, Colombie, République dominicaine, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou          |
| Composition:                    |                                                                                                  |
| Représentants des travailleurs: | 22                                                                                               |

<sup>10</sup> Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930; convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; et convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

<sup>11</sup> Confederación Sindical de Trabajadores y Trabajadoras de las Americas.

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs de la conférence:                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) valider l'étude régionale sur la négociation collective et les clauses relatives à l'égalité;</li> <li>ii) établir des cadres généraux de relations professionnelles qui reflètent le potentiel de transformation de la diversité et de l'égalité de chances et de traitement;</li> <li>iii) promouvoir la négociation collective et la liberté d'association au rang de conditions obligatoires, en intégrant l'égalité aussi bien dans l'entreprise que dans les plans sectoriels.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | Deux conciliateurs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; et convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958                                                                                                                                                                                                                        |
| Langue de travail:                                                | Espagnol                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

***II/26. Séminaire régional sur l'unité syndicale en Afrique: défis, perspectives et pistes pour l'avenir***

|                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                  | 15-17 septembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Lieu:                           | Accra, Ghana                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Financement:                    | CTBO (150 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Couverture géographique:        | Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Swaziland et Zambie                                                                                                                                                  |
| Composition:                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Représentants des travailleurs: | 42                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Objectif du séminaire:          | Présenter et échanger des expériences en matière d'unité syndicale en vue de partager ces expériences et d'évaluer les stratégies les mieux adaptées.                                                                                                                                                                                                |
| Observateurs:                   | <p>CSI-Afrique</p> <p>Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA)</p> <p>Conseil de coordination syndicale d'Afrique australe (SATUCC)</p> <p>Confédération syndicale d'Afrique de l'Est</p> <p>Organisation des travailleurs de l'Afrique de l'Ouest (OTAO)</p> <p>Organisation syndicale des travailleurs de l'Afrique centrale (OSTAC)</p> |

|                                                                   |                                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 |
| Langues de travail:                                               | Anglais, français et portugais                                                       |

## ***II/27. Atelier régional sur l'organisation des travailleurs domestiques***

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 25-27 septembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Lieu:                                                             | Bangkok, Thaïlande                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Financement:                                                      | Union européenne (20 000 dollars E.-U.)<br>Gouvernement du Royaume-Uni (20 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Couverture géographique:                                          | Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Liban, Malaisie, Népal, Philippines et Thaïlande                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Représentants des travailleurs:                                   | 40                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Objectifs de l'atelier:                                           | i) offrir un espace de discussion aux syndicats de travailleurs domestiques qui défendent les droits des travailleurs domestiques migrants en Asie afin d'accroître leur capacité à s'organiser et de renforcer leurs alliances;<br>ii) établir un plan d'action axé sur les droits et la protection des travailleurs domestiques migrants, sur l'organisation de ces travailleurs et sur la mise en place en leur faveur de syndicats puissants. |
| Experts invités:                                                  | Confédération syndicale internationale (CSI)<br>Fédération internationale des travailleurs domestiques (IDWF)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; et convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011                                                                                                            |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## ***II/28. Atelier régional pour un aperçu du cadre législatif et réglementaire applicable à la liberté syndicale et à la négociation collective***

|                |                             |
|----------------|-----------------------------|
| Date proposée: | 27-29 octobre 2015          |
| Lieu:          | Buenos Aires, Argentine     |
| Financement:   | CTBO (49 000 dollars E.-U.) |

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Couverture géographique:                                          | Argentine, Etat plurinational de Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, République dominicaine, Equateur, Panama, Paraguay et Uruguay                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Représentants des travailleurs:                                   | 23                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Objectifs de l'atelier:                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) évaluer les progrès accomplis et l'impact des activités nationales mises en œuvre dans le cadre des plans d'action définis par les syndicats, en coordination avec la CSI;</li> <li>ii) examiner et analyser les principales lacunes eu égard aux droits collectifs d'organisation et de négociation collective au niveau régional, en mettant l'accent sur les difficultés d'ordre juridique qui freinent l'instauration de la négociation collective au niveau des branches d'activité;</li> <li>iii) promouvoir et soutenir la planification de stratégies syndicales destinées à influencer sur les processus de réforme du travail menés dans les domaines visés par les conventions n<sup>os</sup> 87, 98, 135, 151 et 154 de l'OIT.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | Un spécialiste régional des questions syndicales<br>Trois spécialistes des droits des travailleurs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n <sup>o</sup> 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n <sup>o</sup> 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n <sup>o</sup> 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971; convention (n <sup>o</sup> 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978; et convention (n <sup>o</sup> 154) sur la négociation collective, 1981                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Langue de travail:                                                | Espagnol                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

***I/29. Réunion sous-régionale sur le renforcement de la capacité des organisations de travailleurs à promouvoir la protection de la maternité et l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale***

|                          |                                                                                                                |
|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:           | 27-29 octobre 2015                                                                                             |
| Lieu:                    | Johannesburg, Afrique du Sud                                                                                   |
| Financement:             | Gouvernement de la Norvège (37 300 dollars E.-U.)                                                              |
| Couverture géographique: | Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe |

## Composition:

Représentants des travailleurs: 20

## Objectifs de la réunion:

- i) souligner les avantages de la protection de la maternité par le biais de l'examen des objectifs de développements mondiaux et de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000;
- ii) analyser les problèmes liés à l'extension de la protection de la maternité à l'ensemble des travailleuses, et notamment de celles relevant de l'économie informelle ou des petites et moyennes entreprises;
- iii) partager les bonnes pratiques en matière de protection de la maternité, de solutions de garde d'enfants et de promotion d'un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, l'accent étant mis sur la négociation collective;
- iv) développer la capacité des organisations de travailleurs à faire campagne en faveur de systèmes de sécurité sociale adaptés, inclusifs et viables à long terme aux fins de financement de la protection de la maternité.

## Observateurs:

Congrès des syndicats sud-africains (COSATU)

ONU Femmes

## Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents:

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

## Langue de travail:

Anglais

### ***I/30. Normes internationales du travail, droits syndicaux, non-discrimination et égalité de chances***

## Date proposée:

4-6 novembre 2015

## Lieu:

Saint-Domingue, République dominicaine

## Financement:

Budget ordinaire de l'OIT (25 000 dollars E.-U.)

## Couverture géographique:

République dominicaine et Panama

## Composition:

Représentants des travailleurs: 38

## Objectifs de la réunion:

- i) renforcer les connaissances et les capacités des syndicats afin qu'ils soient mieux en mesure de promouvoir et de défendre les droits des travailleurs, et notamment la liberté d'association, la négociation collective, la non-discrimination et l'égalité de chances et de traitement;

- ii) familiariser les membres des syndicats avec le système normatif de l'OIT, en mettant l'accent sur les conventions fondamentales;
- iii) adopter des mécanismes et des accords de collaboration/action concertée entre les syndicats de la République dominicaine et du Panama, en vue d'améliorer la situation des deux pays en ce qui concerne les droits des travailleurs et les droits syndicaux, en tenant compte de la non-discrimination et de l'égalité entre hommes et femmes.

Normes internationales du travail  
et/ou autres textes pertinents:

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971; convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975; convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978; convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981; convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981; convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000; convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011; recommandation (n° 90) sur l'égalité de rémunération, 1951; recommandation (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; recommandation (n° 165) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981; recommandation (n° 191) sur la protection de la maternité, 2000; et recommandation (n° 201) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Langue de travail:

Espagnol

### ***II/31. Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle: le rôle des syndicats***

Date proposée:

16-18 novembre 2015

Lieu:

Accra, Ghana

Financement:

Budget ordinaire de l'OIT (25 600 dollars E.-U.)

Couverture géographique:

Afrique du Sud, Egypte, Gambie, Ghana, Kenya, Namibie, Nigéria, Ouganda, Soudan et République-Unie de Tanzanie

Composition:

Représentants des travailleurs: 20

|                                                                   |                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif de la réunion:                                           | Sensibiliser les syndicats africains à la recommandation n° 204 afin qu'ils soient mieux en mesure de jouer leur rôle dans l'application de cette norme. |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015                                                        |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                  |

***I/32. Séminaire syndical régional sur l'amélioration de la productivité aux fins du travail décent et du développement durable***

|                                                                   |                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 16-20 novembre 2015                                                                                                                                                   |
| Lieu:                                                             | Gaborone, Botswana                                                                                                                                                    |
| Financement:                                                      | CTBO (48 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                           |
| Couverture géographique:                                          | Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe                                            |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                       |
| Représentants des travailleurs:                                   | 20                                                                                                                                                                    |
| Objectif du séminaire:                                            | Renforcer la capacité des centrales syndicales nationales à soutenir l'amélioration de la productivité aux fins du travail décent et du développement durable.        |
| Experts invités:                                                  | Trois experts de la Confédération japonaise des syndicats (RENGO)                                                                                                     |
| Observateurs:                                                     | Confédération syndicale internationale-Afrique<br>Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA)<br>Conseil de coordination syndicale d'Afrique australe (SATUCC) |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Conventions fondamentales de l'OIT <sup>12</sup> ; et convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964                                                          |
| Langues de travail:                                               | Anglais, japonais et portugais                                                                                                                                        |

<sup>12</sup> Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930; convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973; et convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

**I/33. Séminaire BIT/ACTRAV-ACFTU<sup>13</sup> sur les pratiques de négociation collective, notamment sur la négociation sectorielle**

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date proposée:                                                    | 15-17 décembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Lieu:                                                             | Hanoi, Viet Nam                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Financement:                                                      | ACFTU (60 000 dollars E.-U.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Couverture géographique:                                          | Bangladesh, Chine, République de Corée, Fidji, Inde, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Pakistan, Philippines, Sri Lanka et Viet Nam                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Composition:                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Représentants des travailleurs:                                   | 24                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Objectifs du séminaire:                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>i) promouvoir les conventions de l'OIT n<sup>os</sup> 87 et 98;</li> <li>ii) échanger expériences et connaissances concernant les évolutions actuelles des pratiques de négociation collective dans la région Asie et Pacifique, notamment à propos de la négociation collective à l'échelon sectoriel;</li> <li>iii) associer un programme de négociation collective à des stratégies d'organisation, en vue d'accroître le nombre de bénéficiaires de la négociation collective;</li> <li>iv) partager des idées et mettre au point des stratégies en vue d'élargir le champ d'application de la négociation collective, de sorte qu'il englobe les travailleurs de l'économie formelle et de l'économie informelle et les travailleurs des zones franches d'exportation.</li> </ul> |
| Experts invités:                                                  | Trois spécialistes de l'organisation des travailleurs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Observateurs:                                                     | Union Aid Abroad (APHEDA)<br>Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES)<br>Solidarity Center of America                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Normes internationales du travail et/ou autres textes pertinents: | Convention (n <sup>o</sup> 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; et convention (n <sup>o</sup> 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Langue de travail:                                                | Anglais                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

Genève, le 30 octobre 2015

<sup>13</sup> Fédération des syndicats de Chine.

## Calendrier des colloques, séminaires, ateliers et réunions analogues approuvés

| <i>Date</i>                        | <i>Titre de la réunion</i>                                                                                                                                                                       | <i>Lieu</i>                            |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>AFRIQUE</b>                     |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
| <b>2015</b>                        |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
| 27-29 octobre                      | Réunion sous-régionale sur le renforcement de la capacité des organisations de travailleurs à promouvoir la protection de la maternité et l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale | Johannesburg, Afrique du Sud           |
| 16-18 novembre                     | Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle: le rôle des syndicats                                                                                                              | Accra, Ghana                           |
| 16-20 novembre                     | Atelier sous-régional sur les accords de partenariat entre l'OIT et les ENAM-ENA                                                                                                                 | Cotonou, Bénin                         |
| 16-20 novembre                     | Séminaire syndical régional sur l'amélioration de la productivité aux fins du travail décent et du développement durable                                                                         | Gaborone, Botswana                     |
| 17-18 novembre                     | Atelier sous-régional sur la ratification et l'application du protocole de l'OIT (2014) sur le travail forcé                                                                                     | Lusaka, Zambie                         |
| <b>ASIE ET PACIFIQUE</b>           |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
| <b>2015</b>                        |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
| 10-11 novembre                     | Réunion régionale de validation du manuel d'indicateurs permettant de mesurer l'impact des politiques relatives aux migrations de main-d'œuvre dans les pays membres de l'ASEAN                  | Bangkok, Thaïlande                     |
| 23-24 novembre                     | Atelier régional sur le salaire minimum et la négociation collective dans les pays d'Asie producteurs de vêtements                                                                               | Bangkok, Thaïlande                     |
| 8-9 décembre                       | Colloque des employeurs sur les chaînes d'approvisionnement mondiales: Contribuer au développement et améliorer les conditions de travail                                                        | Bangkok, Thaïlande                     |
| 15-17 décembre                     | Séminaire BIT/ACTRAV-ACFTU sur les pratiques de négociation collective, notamment sur la négociation sectorielle                                                                                 | Hanoi, Viet Nam                        |
| <b>2016</b>                        |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
| 19-20 janvier                      | Première réunion conjointe de la Confédération des employeurs de l'ASEAN (ACE) et du Conseil des syndicats de l'ASEAN (ATUC)                                                                     | Bangkok, Thaïlande                     |
| <b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b> |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
| <b>2015</b>                        |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
| 27-29 octobre                      | Atelier régional pour un aperçu du cadre législatif et réglementaire applicable à la liberté syndicale et à la négociation collective                                                            | Buenos Aires, Argentine                |
| 3-4 novembre                       | Réunion sous-régionale sur l'éducation et le travail des enfants                                                                                                                                 | Buenos Aires, Argentine                |
| 4-6 novembre                       | Normes internationales du travail, droits syndicaux, non-discrimination et égalité de chances                                                                                                    | Saint-Domingue, République dominicaine |
| 25-27 novembre                     | Réunion sous-régionale en vue de l'élaboration d'un plan d'action sur le travail des enfants et les migrations dans les pays du «triangle nord» et au Nicaragua                                  | San José, Costa Rica                   |
| 30 novembre                        | Réunion régionale: table ronde sur l'élimination du travail des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes                                                                                  | Lima, Pérou                            |

| <i>Date</i>                              | <i>Titre de la réunion</i>                                                                                                                                                                       | <i>Lieu</i>                     |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| 30 novembre-<br>1 <sup>er</sup> décembre | Les migrations de main-d'œuvre en Amérique latine et aux Caraïbes                                                                                                                                | Lima, Pérou                     |
| <b>EUROPE</b>                            |                                                                                                                                                                                                  |                                 |
| <b>2015</b>                              |                                                                                                                                                                                                  |                                 |
| 29-30 octobre                            | Conférence commune OIT/AICESIS sur la promotion de la conformité des lieux de travail et de la coopération à l'aide du dialogue social, notamment dans les chaînes d'approvisionnement mondiales | La Haye, Pays-Bas               |
| 19-20 novembre                           | Réunion sous-régionale: analyse de situation sur l'intégration du handicap dans l'emploi                                                                                                         | Bichkek, Kirghizistan           |
| 25-26 novembre                           | Réunion interrégionale sur le travail forcé et la traite des personnes dans les pêcheries de l'Atlantique                                                                                        | Oslo, Norvège                   |
| 25-27 novembre                           | Réunion sous-régionale sur l'inspection du travail dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale                                                                                           | Sotchi,<br>Fédération de Russie |
| 26-27 novembre                           | Réunion régionale sur les tendances de fond du monde du travail et leurs effets sur les inégalités                                                                                               | Bruxelles, Belgique             |
| <b>INTERRÉGIONAL</b>                     |                                                                                                                                                                                                  |                                 |
| <b>2015</b>                              |                                                                                                                                                                                                  |                                 |
| 2-4 décembre                             | Réunion interrégionale sur la révision de la Classification internationale d'après la situation dans la profession: deuxième réunion du groupe de travail                                        | Genève, Suisse                  |